

Les rapports nationaux doivent être affichés sur le site Web de la dix-septième session du GIC/CARIBE-EWS sans les coordonnées du TWFP.

RAPPORT NATIONAL 2025-2026

Soumis par

le TNC de la France

Dr Valerie Clouard, Université de Toulouse

INFORMATION DE BASE

1. Point de contact national du GIC/CARIBE-EWS pour les tsunamis (TNC)

Personne désignée par le gouvernement d'un État membre d'un groupe intergouvernemental de coordination (GIC) pour représenter son pays au niveau de la coordination des activités internationales d'alerte aux tsunamis et de mitigation. Cette personne est un des principaux acteurs du programme du Système d'alerte aux tsunamis et de mitigation. Il peut s'agir du Point focal pour l'alerte aux tsunamis ou d'une personne appartenant à l'organisme national chargé de la gestion des catastrophes, ou membre d'une institution technique ou scientifique ou de toute autre entité ayant des responsabilités en matière d'alerte aux tsunamis et de mitigation.

Nom : Valérie Clouard

Titre : PhD.

Organisation : Géosciences Environnement Toulouse (GET/OMP), Université de Toulouse.

Adresse postale : 14 avenue Edouard Belin, 31400 Toulouse

Courriel : valerie.clouard@get.omp.eu

Numéro de téléphone : + 33 5 61 33 29 07

Numéro de télécopie : +33 5 61 33 25 60

Numéro de téléphone portable : +33 6 12 81 60 70

2. Point focal du GIC/CARIBE-EWS pour l'alerte aux tsunamis (TWFP)

Personne-contact joignable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ou autre adresse ou point de contact officiel, chargé au niveau national de recevoir et diffuser rapidement les informations relatives à des tsunamis (comme les alertes). Soit le point focal pour l'alerte aux tsunamis est l'autorité chargée de faire face aux situations d'urgence (protection civile ou autre organisme désigné pour assumer la responsabilité de la sécurité publique), soit il lui incombe de notifier les caractéristiques du phénomène (tremblement de terre et/ou tsunami), conformément aux procédures normalisées du Plan national d'intervention. Le point focal pour l'alerte aux tsunamis reçoit les avis d'alerte internationaux relatifs aux tsunamis envoyés par le PTWC, ou tout autre centre d'alerte régional.

Ci-dessous, les coordonnées complètes des 3 centres opérationnels de Météo-France, points focaux pour leurs territoires respectifs. A noter que le centre de Guadeloupe l'est aussi pour les îles de Nord, St-Martin et St-Barthélemy.

Nom : Centre de Préviation de Martinique

Organisation responsable : Météo-France Antilles Guyane

Adresse postale : Météo-France Service Régional de Martinique Aéroport Aimé

Césaire BP 379 97288 LAMENTIN CEDEX 02, Martinique FWI

Nom : Centre de Préviation de Guadeloupe

Organisation responsable : Météo-France Antilles Guyane

Adresse postale : Météo-France Service Régional de Guadeloupe Aéroport du Raizet
BP 451 97183 LES ABYMES CEDEX, Guadeloupe FWI

Nom : Centre de Prévision de Guyane
Organisation responsable : Météo-France Antilles Guyane
Adresse postale : Météo-France Service Régional de Guyane Aéroport Félix Eboué
97351 MATOURY

Centre national d'alerte aux tsunamis (s'il est différent du point focal)

NTWC Martinique

Personne responsable : Préfet de la Martinique
Titre : Préfet
Organisation responsable : Préfecture de la Martinique/SIDPC
Adresse postale : rue Victor Sévère – 97250 Fort-de-France

NTWC Guadeloupe

Personne responsable : Préfet de la Guadeloupe
Titre : Préfet
Organisation responsable : Préfecture de la Guadeloupe /SIDPC
Adresse postale : Palais d'Orléans, rue Ladernoy – 97100 Basse-Terre

NTWC Saint Martin-Saint Barthélémy

Personne responsable : Préfet de Saint-Martin-Saint Barthélémy
Titre : Préfet
Organisation responsable : Préfecture de Saint Martin
Adresse postale : *Route du fort Louis - 97150 Saint-Martin*

3. Conseiller(s) en matière de tsunamis, le cas échéant (Personne, comité ou agence chargé de gérer la mitigation des tsunamis dans le pays)

Non attribué.

4. Procédures d'intervention normalisées applicables en cas de tsunami local (quand il existe un risque de tsunami local, moins d'une heure de temps de trajet)

Pour les points 4, 5, 6, les réponses sont les mêmes.

5. Procédures d'intervention normalisées applicables en cas de tsunami régional (quand il existe un risque de tsunami régional, 1 à 3 heures de temps de trajet)

Pour les points 4, 5, 6, les réponses sont les mêmes.

6 Procédures d'intervention normalisées applicables à un tsunami lointain (quand il existe un risque de tsunami lointain, plus de 3 heures de temps de trajet)

Le **dispositif zonal ORSEC** (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) est entré en vigueur en **juin 2016**. Il couvre la Martinique, la Guadeloupe et les Iles du Nord (Saint-Martin et Saint-Barthélémy). Il définit l'organisation de la coordination et de l'appui zonal dans le cadre de la réponse de sécurité civile en zone Antilles. Il précise les services impliqués, les modalités et les procédures d'engagement. Il contient un volet tsunami.

Le dispositif spécifique **ORSEC Tsunami** du dispositif départemental ORSEC pour la **Martinique** a été approuvé par arrêté préfectoral en **septembre 2016**, celui de **Guadeloupe** en **août 2025**. Le dispositif ORSEC Tsunami de Martinique est en cours de révision en 2026. Ces dispositifs organisent la réponse de la sécurité civile face à l'aléa tsunami. Les objectifs sont de:

- dresser un état sur la connaissance du risque tsunami pour les territoires concernés ;

- fixer les modalités de la mise en sécurité des personnes par une diffusion de l'alerte adaptée à la cinétique du phénomène ;
- fixer les modalités de la mise en place, en cas de nécessité, d'un dispositif de secours dimensionné.

Ce plan repose sur un principe de responsabilité partagée, permettant à chaque acteur (citoyen, entreprises, collectivités, administrations) d'exercer ses responsabilités. Il est diffusé le plus largement possible et décliné à chaque niveau pour être adapté aux impératifs de chaque organisme (services de l'État, collectivités, industries et commerces, etc.).

Le dispositif spécifique **ORSEC Tsunami pour Saint-Martin** et Saint Barthélemy est en préparation. Le **Plan Territorial de Sauvegarde de la Collectivité de Saint-Martin** et le Document d'Information Territorial sur les Risques Majeurs (DITRIM) ont été validés par le conseil territorial en juin 2026.

Prière de donner chaque fois les indications suivantes :

1. *Quelle est l'organisation chargée d'identifier et de caractériser les phénomènes tsunamigènes ?*

En cas de crise, les îles françaises des Antilles s'appuient sur les **messages du Tsunami Service Provider (TSP) régional**, qui est le Pacific Tsunami Warning Center (PTWC) pour tous les Etats Membres du bassin Caraïbe. Les Observatoires Volcanologiques et Sismologiques (OVS) de Martinique et Guadeloupe (OVSM-IPGP et OVSG-IPG) possèdent l'expertise scientifique et un réseau de contacts pour appuyer les gestionnaires de crise. Cependant leur rôle exact ne fait l'objet d'aucun protocole, et ils n'ont pas les ressources pour assurer une veille H24.

En dehors des crises, de nombreux organismes de recherche (ie, Univ. des Antilles localement et en métropole diverses universités et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)) réalisent des études qui permettent une meilleure connaissance de l'aléa ou du risque.

2. *Quel est le seuil ou le critère qui permet de déclarer l'état d'urgence en cas de tsunami potentiel ?*

Tout tsunami potentiel (WECA41) dont le point origine est situé à moins de 1000 km des côtes des Antilles françaises fait l'objet d'une mise en garde des populations situées sur la frange littorale. Si le phénomène est susceptible de générer une vague de plus de 0.3 m une alerte à l'évacuation est lancée par les autorités pour la frange littorale. Pour des hauteurs de vague dépassant 1m, l'évacuation sera ordonnée pour toutes les populations situées à une altitude inférieure à 10m.

3. *Quelle organisation intervient sur la base des informations fournies par l'agence chargée de caractériser la menace potentielle de tsunami ?*

L'alerte montante entre le TSP et les NTWC fait intervenir les points focaux représentés par Météo-France Antilles-Guyane qui dispose de 3 centres de prévision activés 24 x 7.

- Un en Martinique
- Un en Guyane
- Un en Guadeloupe qui gère également les îles du Nord (Saint-Martin et Saint-Barthélemy).

Chaque centre reçoit directement les messages émis par le TSP via le GTS de l'OMM. Ces messages sont retransmis automatiquement aux NTWC et aux OVS via email et fax. Chaque envoi email est systématiquement doublé d'un appel téléphonique de contrôle aux NTWC. Cet appel téléphonique donne les informations suivantes :

- la nature du message (WECA43 ou WECA41),
- la magnitude à l'épicentre (Mw) du séisme générateur,
- la distance entre les coordonnées géographiques du point origine générateur et celles du territoire concerné,
- l'heure prévue d'arrivée de la 1^{ère} vague le cas échéant si l'information est disponible.

Les centres de prévisions de Météo-France aux Antilles-Guyane se confirment mutuellement la bonne réception du message. En cas de non contact, le centre de Guyane est chargé de l'appel vers les NTWC du centre en difficulté.

Une procédure applicable pour les centres de prévisions de Météo-France aux Antilles-Guyane est enregistrée dans le Système de Management de la Qualité de l'établissement.

Les EOC (Emergency Operation Center) des Antilles françaises sont :

- 1 NTWC par territoire représenté par chacun des Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, les SIDPC (1 en Martinique, 1 en Guadeloupe et 1 pour les îles du Nord). Ces NTWC ont été désignés par la France comme Centres d'Alerte Nationaux en avril 2015. Ces NTWC, qui ne sont pas en fonctionnement H24, assurent la diffusion de l'alerte en partie terrestre. Ils reçoivent de leur point focal respectif le message du PTWC retransmis par email et fax. Ils assurent la diffusion de l'alerte aux services d'urgence, aux municipalités et aux médias par l'envoi d'un SMS à partir d'un automate d'appel. Ils coordonnent les actions à mettre en œuvre pour la mise en sécurité des populations exposées.
- 1 EOC pour le domaine maritime, le CROSS-AG, basé en Martinique, qui fonctionne H24. Il reçoit le message du PTWC via le TWFP. Il assure la diffusion de l'alerte et des consignes de mise en sécurité vers les capitaineries des ports français et les usagers de la mer au moyen de la VHF et notamment de l'AIS. Il coordonne son action avec les NTWC et les EOC terrestres. Il alerte également les autorités maritimes des îles étrangères entrant dans sa zone de compétence.
- 1 NTWC à compétences zonales, l'Etat-major Interministériel de Zone Antilles (EMIZA). Il informe le réseau diplomatique français présent dans les WI, échange avec l'état-major de zone Guyane et remonte tous les renseignements utiles à la compréhension de la situation vers les autorités nationales. Il reçoit en permanence les comptes rendus de situation et les demandes des trois SIDPC/NTWC de la zone Antilles et leur apporte, le cas échéant, un appui avec les moyens civilo-militaires zonaux. Il anticipe la montée en puissance des renforts nationaux pour l'organisation de la réponse post passage du tsunami.

4. Comment les informations relatives au tsunami (alerte, mesures prises pour assurer la sécurité du public, etc.) sont-elles diffusées dans le pays ? À qui sont-elles transmises ?

Cf réponse question précédente.

En complément, le système FR-Alert (<https://fr-alert.gouv.fr/>), de type «cell broadcast» en anglais, est désormais opérationnel et peut être testé dans le cadre des exercices de sécurité civile. Ce nouveau dispositif d'alerte et d'information des populations de l'Etat est déployé dans l'hexagone depuis fin juin 2022. FR-Alert permet de prévenir en temps réel toute personne détentrice d'un téléphone portable de sa présence dans une zone de danger afin de l'informer des comportements à adopter pour se protéger. Si une personne se trouve dans l'une des zones concernées par un danger imminent, elle pourra recevoir une notification accompagnée d'un signal sonore spécifique, même si son téléphone portable est en mode silencieux.

5. Comment met-on fin à l'état d'urgence ?

La décision de fin d'alerte est prise par les NTWC (Préfet de département, Délégué du gouvernement pour l'action de l'Etat en mer) à partir de l'évaluation de la situation. Cette

information est diffusée aux services d'urgence, municipalités, médias et population par tous les moyens adaptés et disponibles.

En ce qui concerne les procédures relatives aux tsunamis lointains :

6. *Quelles mesures ont été prises pour donner suite aux alertes émises par le PTWC depuis la dernière session ?*

En plus des réponses 3 et 4, les mesures suivantes ont été mises en place :

- L'utilisation de l'application gouvernementale FR-Alert (<https://fr-alert.gouv.fr/>) a été testé lors des exercices CARIBEWAVE 2024, 2025 et 2026 sur la population des FWI. L'utilisation de cette application a été jugée satisfaisante.
- Depuis l'exercice CARIBE-WAVE 2023 et 2026 (scénarios volcan, respectivement glissement de flanc de la Montagne Pelée, Martinique et éruption volcanique, Kick'emJenny), les SOP Tsunami et les SOP Volcan ont été confrontés et la prise en compte de SOP pour des tsunamis volcaniques en cours de construction.
- Lors de l'exercice CARIBE-WAVE 2026, la transmission de l'alerte de coordinateur NAVAREA zonal vers le CROSS-AG a été testé avec succès. Les SOP restent à implémenter.

7. Réseau national de mesure du niveau de la mer

Prière d'inclure un tableau donnant la position et la description des stations/capteurs et une carte.

A ce jour, 8 stations marégraphiques françaises contribuent au CARTWS: Île Royale en Guyane; Fort de France, le Robert et le Prêcheur en Martinique; Pointe à Pitre, Deshaies et la Désirade en Guadeloupe; Marigot à Saint-Martin.

Table 1 : *Position et description des stations/capteurs marégraphiques français contribuant au CARIBE-EWS en 2026.*

Martinique (FWI) Fort de France - Quai aux huiles 14°36N / 61°04W 21/11/2005 radar sensor KROHNE OPTIWAVE ELTA SN08-012 Through GTS since December 2011 METEOSAT9 OTT-HDR (emitting every 6min) sampling interval 1min from 15s averaging PSTN modem http://data.shom.fr Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (SHOM) Claire FRABOUL 33 (0)2 56 31 26 31 ronim@shom.fr local partner Météo France max.reyal@meteo.fr	Martinique (FWI) Le Robert - Bourg 14°41N / 60°56W July 2013 Radar sensor OPTIFLEX 1300 C (KROHNE) + Pressure sensor PLS (OTT) NETDEL 1000 (OTT) On IOC since 2013-08-13 GOES-HDR 1200 (OTT) every 5 min Sampling interval 15s for 1mn averaging GPRS modem Collectivité Territoriale de Martinique – http://www.collectivitedemartinique.mq/	Martinique (FWI) Le Prêcheur - Les Abymes 14°48N / 61°14W March 2012 (modernization) Pressure sensor PLS 0-10m (OTT) NETDEL 1000 (OTT) On IOC since 2013-08-13 GOES-HDR 1200 (OTT) every 5 min Sampling interval 15s for 1mn averaging GPRS modem Collectivité Territoriale de Martinique – http://www.collectivitedemartinique.mq/ Bernard NAIGRE 00 596 (0)596 69 63 00 bernard.naigre@collectivitedemartinique.mq
Guadeloupe (FWI) Pointe-à-Pitre - Pointe Fouillol 16°14N / 61°32W 26/10/2005 radar sensor KROHNE OPTIFLEX ELTA SN11-0043 Through GTS since June 2012 METEOSAT9 OTT-HDR (emitting every 6min) sampling interval 1min from 15s averaging PSTN modem http://data.shom.fr Service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM) Claire FRABOUL 33 (0)2 56 31 26 31 ronim@shom.fr local partner Météo France max.reyal@meteo.fr 2 serial RS232 links available that can deliver 1s raw data through ADSL connexion GPS colocalized	Guadeloupe (FWI) Deshaies 16°18N / 61°48W December 2012 radar sensor KROHNE Optiflex 1300C Campbell CR1000 On IOC since 2013-06-07 GOES - HDR TX320 (Campbell) every 5 minutes sampling interval 10sec Wifi + ADSL planned Observatoire Volcanologique et Sismologique de Guadeloupe Institut de Physique du Globe de Paris Sébastien DEROUSSE 590 (0)590 99 11 47 deroussi@ipgp.fr	Guadeloupe (FWI) La Désirade 16°18,168N / 61°4,04W Spring 2010 radar sensor KROHNE Optiflex 1300C Campbell CR1000 On IOC since 2010-09-08 GOES - HDR TX312 (Campbell) every 5 minutes sampling interval 10sec Wifi + ADSL planned Observatoire Volcanologique et Sismologique de Guadeloupe Institut de Physique du Globe de Paris Sébastien DEROUSSE 590 (0)590 99 11 47 deroussi@ipgp.fr
French Guiana Îles du Salut - Île Royale 5°17N / 52°35W november 2006 radar sensor KROHNE OPTIFLEX ELTA SN06-0001 Through GTS since December 2012 METEOSAT9 OTT-HDR (emitting every 6min) sampling interval 1min from 15s averaging PSTN modem http://data.shom.fr Service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM) Claire FRABOUL 33 (0)2 56 31 26 31 ronim@shom.fr Local partner services des phares et balises 973 (Direction de la mer) 2 serial RS232 links available that can deliver 1s raw data through ADSL connexion GPS colocalized	Saint Martin (FWI) Marigot - Port de Galisbay Bienvenue 18°05N / 63°05W December 2015 Radar sensor OTT RLS + pressure sensor OTT PLS OTT netDL 1000 On IOC since 2015-12-29 GOES - OTT HDR G3 (every 5 minutes) sampling interval 1min GPRS modem Collectivité de Saint Martin Christophe LEIB 590 (0) 690 66 70 46 Partner : OVSG-IPGP Sébastien Deroussi	

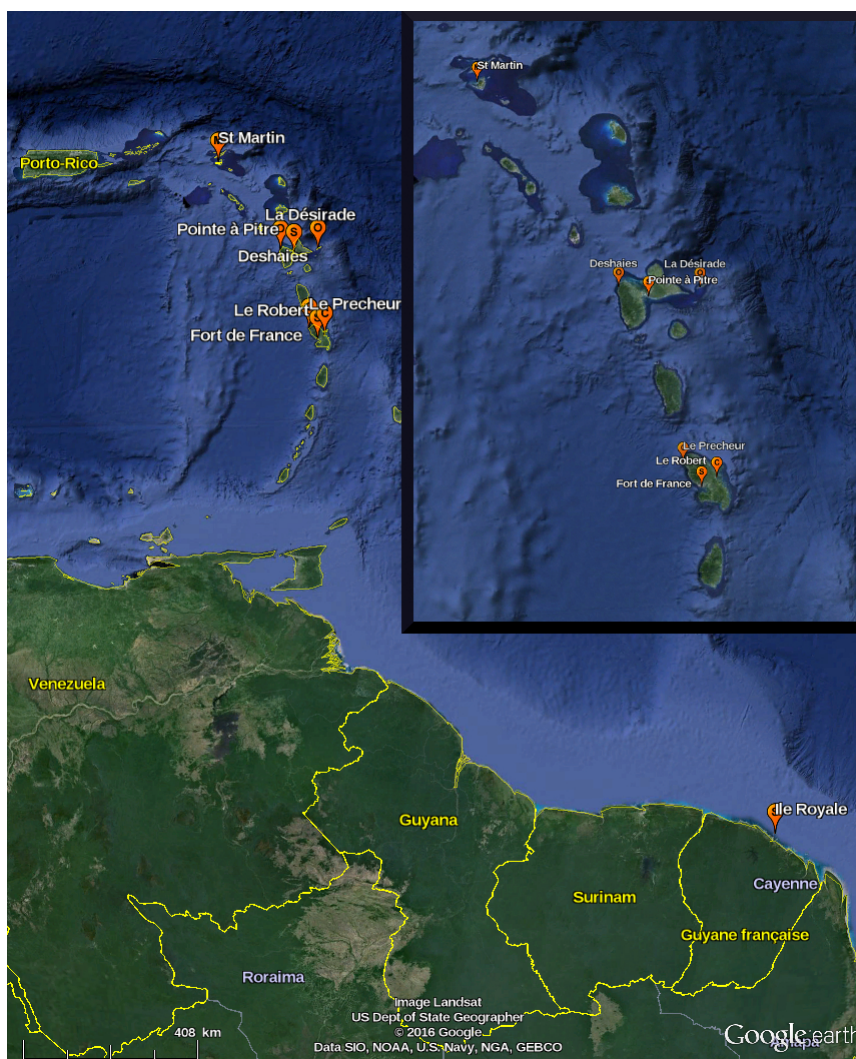


Figure 1 : Carte des marégraphes français contribuant au CARIBE EWS en 2026.

8. Informations sur les occurrences de tsunamis

Prière de fournir des observations sur le niveau de la mer, des photos, des descriptions de l'arrivée des vagues, les réactions du public, des médias ou autres aux alertes, les enseignements tirés, etc.

Pas d'observation en 2026.

9. Sites Web (URL) de sites Web nationaux relatifs aux tsunamis

<http://www.info-tsunami.fr/> : le CENALT, Centre d'Alerte aux Tsunamis en charge de la surveillance de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique nord-est, et dont l'objectif est la diffusion d'un message d'alerte aux autorités française de l'hexagone dans les 15 mn suivant un événement potentiellement tsunami-génique.

<https://risquesnaturels972.com/tsunamis/>: Ce site de la Préfecture de Martinique sert de plateforme de diffusion de l'information préventive sur les multiples risques naturels (volcan, glissement de terrain, sismiques, tsunamis, cyclone et inondation) présents aux Antilles françaises.

Dans chacun de territoire existe une semaine annuelle (SISMIK ou REPLIK) de sensibilisation au risque sismique et son éventuel corollaire, le risque tsunami. Le site <https://www.replik972.fr/> de la Préfecture de Martinique reprend les principaux éléments de sensibilisation

Certains sites existants auparavant et dont certaines pages présentaient de l'information sur les tsunamis ont disparu, soit parce qu'ils étaient liés à des projets maintenant terminés (par exemple le site du Plan Séisme) ou parce qu'ils ne sont plus maintenus (par exemple le site BRGM/Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie qui fournissait le catalogue des tsunamis observés sur le Territoire français).

9. Plans succincts des futures améliorations des systèmes d'alerte aux tsunamis et de mitigation. *Ces informations serviront à faciliter l'élaboration du Plan de mise en œuvre du CARIBE-EWS.*

Les actions résumées dans les points 10 (Résumé exécutif) et 11 (Partie narrative) ont permis de construire un plan d'action pour les prochaines années. Il comprend :

- La mise à disposition des NTWC des cartes d'inondation des tsunamis issus des sources connues dans les Petites Antilles.
- La modélisation de sources tsunamigéniques volcaniques potentielles et de leur impact (inondation) sur les îles françaises.
- La prise en compte des tsunamis d'origine volcaniques dans les SOP.
- L'intégration du cheminement maritime des messages du TSP via le coordinateur NAVAREA de la zone Antilles.
- La mise en place de SOPs dans les ports.
- La rédaction de SOPs communales dans l'ensemble des communes.
- La révision des itinéraires d'évacuation existants.
- La mise en place de la signalétique d'évacuation.
- La mise en route du système FR-Alert (cell broadcast).
- La formation des acteurs impliqués dans la reconnaissance Tsunami Ready dans les 4 îles.
- La sensibilisation et l'éducation des populations, des scolaires, et des différents acteurs du système d'alerte.
- La préparation d'un dossier identifiant les financements récurrents pour les années à venir (maintenance de l'instrumentation, signalétique, exercices dans les écoles, etc).

ACTIVITÉS ET PROGRAMMES NATIONAUX D'INFORMATION

10. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Bref exposé, d'une page au plus, concernant tous les points examinés dans la partie narrative du rapport national.

Un groupe de travail comprenant des membres des WG1, 2, 3 et 4 représentant la France à l'ICG/CARIBE-EWS se réunit deux fois par an pour élaborer les plans des actions à venir dérivant des discussions avec l'ICG/CARIBE-EWS. Il s'y gère aussi les départs et l'intégration des nouveaux arrivants. Ce groupe que nous appelons la « délégation française auprès du SATCAR » comprend 20-25 de membres, issus des territoires de Martinique, Guadeloupe et Iles du Nord (St Martin et St Barthélémy) et de métropole, appartenant aux SIDPC, à l'EMIZA, aux collectivités territoriales (eg, CTM et St Martin), à MétéoFrance (TWFP), aux EPIC et EPST (eg, BRGM, UA, IPGP, U. Toulouse, U. Montpellier, U. Clermont), aux opérateurs de réseaux (eg OVSM/IPGP, OVSG/IPGP, CTM). Ce sont les travaux impulsés par ce groupe qui sont décrits dans ce document.

A ce jour, en terme d'instrumentation, la contribution de la France au CARTWS comprend :

- 4 stations sismiques large-bandes (UNM, FDFM, HDC, MPG) intégrées au réseau Geoscope (G)

- 11 stations sismiques large-bandes (DHS, DSD, ABD, TDBA, CBE, MAGL, ILAM, MPOM, BIM, SAM, SBLM) appartenant au réseau West Indies (WI) opéré par l'IPGP.
- Les données temps réel de ces 15 stations sont distribuées via le Centre de données EPOS-France (seedling protocol - rtserve.resif.fr - port TCP: 18000) et le Centre de Données de l'IPGP (seedlink protocol - rtserver.ipgp.fr -port TCP : 18000)
- 8 stations marégraphiques à transmission temps réel : Désirade, Deshaies (Guadeloupe, IPGP), Ile du Salut (Guyane, SHOM), Pointe à Pitre (Guadeloupe, SHOM), Fort de France (Martinique, SHOM), Robert et Prêcheur (Martinique, Collectivité Territoriale de Martinique), Saint-Martin (Collectivité de Saint-Martin).
- Les données sont disponibles sur le site web "Sea Level Monitoring Facility" (<http://www.ioc-sealevelmonitoring.org/>), stations desi,desh,iler2,ptpt2,fffr2,prec,lero,stmt).

Mise en place de l'alerte descendante dans les îles françaises:

- Désignation des TWFP et des NTWC de Martinique, Guadeloupe et Iles du Nord (St Martin et St Barthélémy) en 2015.
- Mise en place des dispositifs ORSEC zonaux Antilles et Orsec spécifique Tsunami de Martinique en 2016.
- Détermination de zones refuge et de cheminement pour l'ensemble des communes littorales de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin.
- Test de la signalétique d'évacuation dans 19 communes de Martinique (sur 27 littorales).
- Projets pilotes de Plan Communaux de Sauvegarde (PCS) en données submersion marine due aux tsunamis dans 3 communes de Guadeloupe et 3 de Martinique.
- Sensibilisation des populations en Martinique : le groupe de travail "Information préventive des populations" existe depuis janvier 2014. Il comprend des collectivités, des associations, des services d'urgences, des services de l'Etat, des représentants de l'Académie (scolaires), des médias et des experts des risques séisme et tsunami.
- Création du National Tsunami Ready Board en 2022, première reconnaissance Tsunami Ready pour la commune de Deshaies, Guadeloupe) en 2023. Saint-Bathélémy est en phase de préparation du dossier de reconnaissance Tsunami Ready pour 2026.

11. PARTIE NARRATIVE

Description détaillée des innovations ou modifications apportées aux procédures nationales d'alerte aux tsunamis, ou aux modalités nationales d'intervention, depuis le dernier rapport national, description des projets de recherche sur les tsunamis, des activités de mitigation des tsunamis et des meilleures pratiques (surtout en matière de préparation et de gestion des situations d'urgence), ainsi que des programmes d'éducation du public ou autres mesures prises pour mieux faire connaître les risques et aléas liés aux tsunamis.

En avril 2015, les TWPF et les NTWC ont été désignés officiellement par la France pour la Martinique, pour la Guadeloupe et pour les Iles du Nord (St Martin et St Barthélémy).

Depuis l'ICG de 2023, la France dispose d'un poste de vice-Présidence, et un membre de la Délégation est Président WG1.

La partie ascendante de l'alerte aux tsunamis a été mise en place entre 2011 et 2015, avec le support du projet Interreg Caraïbe TSUAREG, co-financé par l'Europe (fonds FEDER) piloté par l'Observatoire Volcanologique et Sismologique de Martinique (OVSM) de l'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP). En réponse aux contraintes techniques définies par l'ICG/CARIBE-EWS, ce projet a permis la modernisation ou l'installation du réseau marégraphique (opérateurs SHOM, IPGP, CTM), la mise en place d'un réseau sismologiques à l'échelle de l'arc antillais (code réseau WI, opérateurs OVSM/IPGP, OVSG/IPGP), la mise en place d'un automate d'alerte dans les différents centres de notre TWFP (MétéoFrance Martinique, Guadeloupe et Guyane). A noter que la maintenance et la jouvence de ces réseaux sismologiques et marégraphiques repose intégralement sur les opérateurs de

réseau et qu'il n'existe pas de support dédié de l'Etat dans le cadre du système d'alerte aux tsunamis. Après plus de 10 ans de fonctionnement, les efforts des opérateurs sont destinés à maintenir ces réseaux opérationnels.

Entre 2018 et 2023, le projet Interreg PREST « vers la Plateforme REgionale de Surveillance Tellurique du futur », co-financé par l'Europe (fonds FEDER) et piloté par l'OVSM-IPGP a permis de développer une instrumentation sous-marine innovante et des études sur les tsunamis. Un sismomètre de fond de mer câblé par fibre optique a été développé et construit à l'aide du projet PREST en lien. Il a été installé en 2022 aux Saintes (Guadeloupe) en lien avec le WG2. Un sondeur multi-faisceaux petits fonds a été acquis. Basé en Martinique et caractérisé par sa portabilité, il a vocation à être utilisé régionalement par des partenaires scientifiques. En lien avec le WG1, la recherche de paléo-tsunamis par carottages à terre en Martinique a été réalisée en partenariat avec des collègues Caribéens (Clouard et al, in prep.), en s'appuyant sur des modélisations numériques d'inondation déduites d'une synthèse des sources locales, régionales et trans-océanique (Colon et al, 2022). Ces modèles et données ont permis de construire une carte d'intensité du risque tsunami (Colon et al, 2023) transmise aux membres du WG4 et au NTWC de Martinique. Pour la partie volcanique, PREST a également contribué au financement d'une étude sur les sources volcaniques de tsunamis en Martinique (Poulain et al, 2023), étude qui a servi de base à la construction de l'exercice CARIBEWAVE23.

Pour ce qui est du volet Préparation, éducation et résilience, de nombreuses actions ont été entreprises ou poursuivies dans la période inter-sessionnelle. Des cartes d'inondations construites grâce à un modèle numérique de terrain Lidar de haute résolution et sur la base de scénarios historiques ou résultant de l'Experts Meeting on Sources of Tsunamis in the Lesser Antilles (IOC-UNESCO, 2020) existent pour la Guadeloupe (2020) et la Martinique (2022). En 2019-2020, des cartes d'évacuation ont été produites par le projet EXPLOIT pour l'ensemble des communes des îles françaises. Le financement de la signalétique reste à trouver. Depuis le premier exercice CARIBEWAVE en 2011, tous les territoires jouent annuellement les exercices CARIBEWAVE, en particulier les NTWC et les communautés, avec une participation importante des écoles, collèges et lycées. Chaque année, plus de 100 000 participants des FWI sont inscrits. En 2022, dans les cadres des actions d'implémentation du label TsunamiReady, le National Tsunami Board Tsunami Ready (NRTB) a été créé et est sous la présidence du chef d'Etat-Major Interministériel de la Zone Antilles. Il prendra en charge les demandes de reconnaissance Tsunami Ready pour laquelle certaines communes des Antilles s'engagent. En juin 2023, la commune de Deshaies en Guadeloupe a officiellement été la première commune des Antilles françaises (et de métropole) reconnu TsunamiReady par l'Unesco.

1 Evaluation des risques (WG1)

De nombreux résultats de plusieurs études concernant les Antilles françaises sont disponibles.

Pour la Martinique, une étude co-financée par la DEAL, la CTM et le BRGM, démarrée en 2014 s'est terminée en 2022 (voir §4, cartes d'inondation). Elle a permis de modéliser les hauteurs d'inondation des sources historiques régionales.

Dans le cadre du projet Interreg PREST 2018-2023 co-financé par l'Europe (fonds FEDER), plusieurs études ont été menées afin de continuer à identifier les sources de tsunamis qui pourraient impacter nos îles. L'ensemble des études menées pendant le projet PREST sont indiquées ci-dessous:

- En Martinique, des cartes d'inondations haute résolution ont été produites pour différents scénarios maximisants, dont des séismes de subduction, le séisme de Lisbonne, le séisme de 1867 des Iles Vierges (Colon et al, 2022) et des cartes d'intensité en ont été déduites (Colon. et al., 2023). Sur la base de cette cartographie, une exploration systématique a été réalisée en Martinique dans une centaine de sites pour identifier des traces de paléo-tsunamis à partir de carottages à terre. Les résultats de cette étude seront publiés en 2026 et indiquent déjà plusieurs événements de submersion marine de haute énergie sur les 2-3

derniers milliers d'années. Ces nouveaux résultats viendront compléter les premières études qui avaient permis de mettre en évidence les traces du tsunami associé au séisme de Lisbonne (Clouard et al., 2017; Paris et al., 2021).

- Pour ce qui concerne les sources volcaniques, une étude de différents scénarios d'effondrement de flanc vient d'être publiée (Poulain et al., 2023). Elle a servi de base à la réalisation du scénario 2023 de l'exercice CARIBEWAVE.
- Suite aux travaux de la Task Team de l'ICG/CARIBE-EWS sur les procédures en cas de tsunami volcanique, une procédure d'alerte a été implémentée reliant les Observatoires Volcanologiques et le TSP régional (Clouard et al., 2024). C'est cette procédure qui a été testée lors de l'exercice CARIBEWAVE 2023 et 2026.
- Dans le nord de l'arc, des dépôts de submersion marine identifiés à Anegada et Anguilla et datés entre 1300 et 1500 AD ont conduit à la modélisation de plusieurs scénarios d'évènements sismiques localisés au nord de l'arc antillais pour expliquer l'origine de ces dépôts, et deux type de scénarios pourraient expliquer les observations, un M8 outer-rise ou un M8.5-9 à l'interface de la subduction (Cordrie et al., 2022).
- A Saint-Martin, une étude co-financée par PREST dans le cadre de l'ANR CARQUAKES a permis la réalisation de carottages dans la lagune de Guichard. Les carottes ont révélé la présence des dépôts sédimentaires liés à 7 submersions marines, dont au moins 5 tsunamis durant les derniers 3500 ans, d'origine régionale (ex. tsunami Pré-Colombien) et lointaine (ex. Lisbonne 1755) (Fabbri et al., 2023).
- Dans le cadre du volet tsunami du projet FEDER C3AF (Changement climatique et conséquences sur les Antilles Françaises), une étude de l'impact sur la Guadeloupe d'un effondrement du volcan canarien Cumbre Vieja été publiée (Arnaud et al., 2021).

2 Instrumentation et acquisition des données (WG2)

Pendant l'inter-session, des actions de maintenance sont régulièrement menées sur l'ensemble des réseaux de marégraphe et de stations sismiques, ce qui permet de garantir qu'en moyenne, plus de 90 % des données des stations de mesure arrivent en temps réel dans les centres d'alertes.

Marégraphie:

Suite à l'ouragan Irma en 2017, l'installation de la station de Saint-Barthélémy n'a pu être effectuée.

Les deux marégraphes du Robert et du Prêcheur opérés par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) ont été équipés en 2021 d'une transmission redondante par le réseau mobile GPRS. Du matériel de rechange pour remplacer la transmission satellite GOES si elle s'avérait défaillante a été acquis, réduisant le délai de retour en ligne en cas de panne. Néanmoins, Depuis le 19 janvier 2025 le marégraphe du Prêcheur est hors service à cause d'un problème du capteur pression. Après la panne du capteur de pression survenue en septembre 2023, le capteur radar filoguidé du marégraphe du Robert est tombé en panne le 24 avril 2025. La CTM prévoit de remplacer les actuels capteurs radar filoguidé devenus obsolètes par des capteurs radar de mesure à l'air libre (radar écho), ce type de radar ayant pour avantage une maintenance moins contraignante.

Le SHOM a effectué en 2021 une tournée de maintenance des marégraphes de Guyane, Martinique et Guadeloupe. 5 marégraphes ont été installés sur les côtes de la Guyane Française, leur transmission est actuellement uniquement assurée par liaison internet (données disponibles sur la plateforme data.shom.fr) : Degrad-des-cannes à Cayenne, Ilet la Mère, Pointe des Roches, Pariacabo et Saint-Laurent du Maroni. Ces stations ne sont pas intégrées au réseau marégraphique virtuel de l'ICG/CARIBE-EWS.

Enfin, la transmission des données du marégraphe de la Désirade (opéré par l'OVSG-IPGP) est malheureusement hors service depuis fin 2019. La station de la Désirade ne fonctionne plus d'une part à cause de problèmes techniques et d'autre part à cause de problèmes récurrents d'entrée de sargasses au niveau de la mesure de hauteur d'eau. À ce jour, aucune solution satisfaisante n'a été trouvée pour remettre en fonctionnement ce marégraphe. Les marégraphes de Deshaies et Désirade (Guadeloupe) ont été équipées de stations GNSS permanentes.

La transmission du marégraphe de Saint Martin, (opéré par la Collectivité de St Martin), en panne depuis 2019 a été remise en fonctionnement en 2025. Actuellement, la station fonctionne et transmet des données mais un problème d'alimentation électrique crée des coupures durant la nuit.

Sismologie:

En complément d'un projet CPER Guadeloupe, le projet Interreg Caraïbe TSUAREG, co-financé par l'Europe (fonds FEDER) piloté par l'Observatoire Volcanologique et Sismologique de Martinique (OVSM) de l'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP) a permis entre 2011 et 2015 la mise en place d'un réseau sismologique à l'échelle de l'arc antillais (code réseau WI, opérateurs OVSM/IPGP et OVSG/IPGP pour les îles françaises et SRC pour les îles anglophones). Cela permet à la France de contribuer avec 11 stations sismiques large-bandes à transmission satellitaire VSAT au CARIBE-EWS.

Le nouvel observatoire de Martinique, point de réception et de retransmission des données sismiques de Martinique vers IRIS/PTWC, a été livré fin février 2019. La station Geoscope FDFM située sur le nouveau site a été mise en service courant 2019. Le hub satellitaire a été déplacé de l'ancien au nouvel observatoire en mars 2023. Ce nouveau bâtiment parasismique offre des installations de premier ordre pour l'acquisition, la maintenance et le test de nouvelles instrumentations.

Le projet Interreg Caraïbe V PREST a permis en 2022 l'installation d'un sismomètre de fond de mer câblé sur fibre-optique sur le plateau des Saintes en Guadeloupe, par 40 m de fond. Ce premier prototype d'un sismomètre optique sous-marin permanent envoie ses données à terre en temps réel à l'OVSG (Bernard et al., 2024) pour l'analyse de la sismicité régionale, en particulier celle associée à la crise des Saintes. Les données sont disponibles au centre de données de l'IPGP. Ce sismométrie optique fond de mer est resté opérationnel pendant plusieurs mois et a montré d'une part que ce système produit des données d'excellente qualité et d'autre part son utilité pour la caractérisation de la sismicité des Saintes. Des financements permettant de le réparer et de le remettre en route sont recherchés. Un transfert des connaissances entre les concepteurs de l'instrument à l'ESEO et l'OVSG est en cours, et à terme ces instruments seront opérés par l'OVSG.

Suite aux dégâts des ouragans Irma et Maria en septembre 2017 les stations du réseau WI ont été remises en état dans les mois qui ont suivi. La station de Saint-Barthélemy, SBLM, a été remise en service en novembre 2019 avec un radôme pour protéger l'antenne VSAT de futurs cyclones. En Guadeloupe, la trappe d'accès à la cave sismique de la station DESI située à la Désirade a été lourdement endommagée lors du cyclone Tammy en octobre 2023. En 2024, la trappe a été réparée et des grilles d'aération ont été installées pour prévenir le phénomène de surpression causé par le vent lors de violentes tempêtes. Le sismomètre en forage de la station TDBA (Terre-de-Bas) est en panne après sa ré-installation de 2025. Pour assurer la continuité des données, un sismomètre a été temporairement installé en surface en 2026. En 2026, le sismomètre de Capesterre-Belle-Eau a été remplacé et la station CBE est de nouveau opérationnelle. En Martinique, la station MPOM du sud de la Martinique a été vandalisée en 2021 et un litige sur la propriété du terrain ne permet pas d'accéder à la station. Foudroyée 2 fois en 2024, la station BIM a été remise en état (sauf le GNSS). A la station SAM (Savane Anatole), de nombreuses interventions ont été réalisées pour tenter de

remettre en route la station en panne depuis janvier 2023 (en lien avec des soucis d'énergie et d'invasion de la végétation tropicale humide), le sismomètre est de nouveau fonctionnel.

Depuis 2024, d'importantes campagnes ont été menées pour remplacer les batteries vieillissantes (désormais toutes âgées de plus de 10 ans) des stations du réseau WI par des batteries à entretien neuves dans les stations VSAT de : ABD (Anse-Bertrand), CBE (Capesterre-Belle-Eau) et DESH (Deshaies), MAGL (Marie-Galante), ILAM (Caravelle), SAM (Grand Rivière).

Les projets à venir en 2026 sont :

- l'ajout d'un capteur radar sur le marégraphe du Prêcheur et le remplacement du capteur radar obsolète et de la sonde de pression hors service du marégraphe du Robert. Des travaux de maintenance des infrastructures (puits de tranquillisation, remplacement des échelles de référence, changement des panneaux solaires) sont aussi prévus.
- Le sismométrie en forage d'ILAM sera envoyé en réparation.
- la remise en service de la station sismique MPOM.
- la rénovation des stations du réseau WI : des clotures à l'électronique (envoi en maintenance des numériseurs) en passant par la mécanique (pièces des paraboles satellitaires rouillées) et la suite du remplacement des batteries.

3 Produits tsunamis (WG3)

- Les procédures de transmission des messages d'alerte et les acteurs associés ont été définies et validées (voir SOP, WG4). A noter que dans le cadre de sa prestation de service au pays participants et à la demande de l'ICG 2015, le TSP régional utilise le réseaux de l'OMM pour les messages de base (WECA41 / WECA 43) et diffuse vers les TWFP. Ces envois sont doublés d'e-mail direct vers les TWFP et les NTWC, y compris pour la diffusion des produits graphiques élaborés le cas échéant. A noter en mars 2024 l'abandon du fax comme moyen d'envoi des messages par le TSP.
- Participation aux tests de communication mensuels et à ceux non planifiés, qui permettent de tester les circuits d'informations nominaux qui ne sont pas utilisés lors des exercices annuels CARIBEWAVE.
- Participation à l'exercice CARIBEWAVE 2026.

4 Préparation, éducation et résilience (WG4)

- **Procédures Opérationnelles Standards (SOP) :**

Pour rappel, le Plan ORSEC Zonal a été promulgué en 2016, ainsi que le dispositif départemental ORSEC - Disposition spécifique Tsunami de Martinique. Les volets spécifiques tsunami du dispositif départemental ORSEC de Guadeloupe est en cours d'élaboration. Ces SOP peuvent maintenant être déclinées à la fois par les services opérationnels (notamment SDIS et forces de l'ordre) et par chacun des maires des communes littorales (PCS). Les services de l'État apporteront leur concours aux maires pro-actifs. CaribeWave 2025 a permis de travailler de manière directe ou indirecte de travailler sur les procédures relatives au risque tsunami notamment à l'échelon des communes littorales et en termes de coordination des acteurs du territoire et inter-îles.

- **Cartes d'inondation:**

Guadeloupe: Les cartes d'inondation existent. Elles ont été réalisées par le

laboratoire LARGE (Laboratoire de Recherches en Géosciences) de l'Université des Antilles qui a simulé l'aléa tsunami, suite au projet FEDER&FSE 2014-2020 C3AF (Conséquences du Changement Climatique aux Antilles françaises – <https://c3af.univ-montp3.fr/>). A travers 20 scénarios, ils ont combiné les hauteurs maximales d'inondation dues aux tsunamis (différence entre le niveau d'eau maximal atteint par simulation numérique et le niveau du sol (avant sa déformation due au séisme).

Martinique: par convention DEAL/CTM/BRGM de 2014, les cartes de submersion existent depuis 2017 pour toute l'île à 30 m de résolution (*Le Roy S. et al, 2017*). Fin 2022, les cartes à une résolution à 2,5 m ont été remises pour 6 sites à enjeux (Fort-de-France, Le Marin, Le François, Le Robert, La Trinidad, Saint-Pierre (*Le Roy S. et Nachbaur A., 2022*) accompagnées de 6 animations visant à porter à connaissance du grand public les travaux de modélisations sous forme de vidéos. Les plans de prévention des risques Naturels (PPRN) sont en cours de révision ce qui donnera lieu à une actualisation des cartes d'inondation qu'ils contiennent.

- **Cartes d'évacuation :**

Terminés depuis 2019, pour toutes les communes et collectivités littorales des territoires français des Petites Antilles dans le cadre du projet EXPLOIT (EXPLOitation et Transfert vers les collectivités des Antilles françaises d'une méthode de planification des évacuations en cas d'alerte tsunami - <https://exploit.univ-montp3.fr/>) sur la base d'une hauteur d'inondation maximale de 10m, et de zones refuges à 15m. Une réflexion est en cours sur la pérennisation et l'actualisation du site EXPLOIT.

En Martinique, sur la base des résultats des cartes de submersion obtenues par le BRGM et transmises aux autorités, les discussions entre acteurs sont en cours quant au maintien de la hauteur des 10 m dans les zones où le risque est inférieur, tous scénarios confondus.

A Saint Barthélémy, la cartographie de la zone concernée par le risque tsunami a été délivrée en même temps que le PTS en juin 2026. En parallèle, l'équipe du projet SAFE a travaillé sur une cartographie de l'exposition des enjeux à l'aléa (disponible ici : <https://safestbarth.fr/cartographie/>)

- **Définition des itinéraires d'évacuation et du panneautage :**

En lien avec le paragraphe précédent, la définition des itinéraires d'évacuation est réalisée pour toutes les communes littorales. La signalétique arrêtée dans les Antilles françaises répond à la norme ISO (signalétique jaune et verte) conformément à la décision du Ministère.

La pose de la signalétique a été terminée en 2020 sur la commune de Deshaies en Guadeloupe (reconnu Unesco/IOC Tsunami Ready en 2023). Dans certaines communes, les itinéraires sont en train d'être mis à jour.

- **Préparation, éducation et résilience:**

- 1. **Information préventive des populations :**

Outre les différentes actions menées tout au long de l'année par les différents acteurs des territoires et en complément de l'exercice CARIBEWAVE (voir ci-dessous), la sensibilisation au risque tsunami est réalisée lors de grands rendez-vous de prévention qui sont des occasions pour sensibiliser notamment les scolaires et le grand public :

- La Journée Nationale de la Résilience le 13 octobre : <https://www.interieur.gouv.fr/actualites/actualites-du-ministere/journee-daction-face-aux-risques-2024-tous-resilients-face-aux> (en écho à la Journée Internationale de Réduction des Désastres)
- Organisation des semaines dédiées à la prévention des risques de séisme et de tsunami - REPLIK en Martinique : <https://www.martinique.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite/Securite-civile-Risques-majeurs/Risques-majeurs/Les-risques-naturels/Risque-sismique/La-semaine-Replik-2024> en novembre ; et

SISMIK : <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/la-semaine-sismik-2025-a4658.html> en février 2025 dans l'archipel guadeloupéen ;

- Organisation de conférences dans les communes par les organismes et associations
- La participation à la WTAD le 05 novembre.

2. Supports de prévention :

Plusieurs supports de prévention existent, de type kakémonos, flyers, informations sur les sites internet des acteurs étatiques mais aussi des collectivités territoriales.

Site Replik972 <https://risquesnaturels972.com/tsunamis/>

DEAL972 <https://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/exercice-tsunami-caribe-wave-23-a1572.html>

DEAL971 <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/le-risque-tsunami-r1097.html>

La réalisation d'un flyer Tsunami Ready a été proposé afin de vulgariser la démarche et la reconnaissance auprès des collectivités. La relance du projet de salle d'exposition dédiée au risque tsunami et autres risques littoraux porté par la Collectivité Territoriale de Martinique a fait l'objet de plusieurs échanges avec les services de l'Etat.

3. CARIBEWAVE

La participation annuelle des territoires aux exercices CARIBEWAVE est forte depuis leur lancement en 2011. La plupart des membres de la Délégation, provenant de tous les WG, participent à l'exercice CARIBEWAVE. En 2026, la participation des populations des territoire français des Antilles inscrites à l'exercice a été de 104 263 (<https://www.tsunamizone.org/francais/participants/?start=France&flabel=France>). Plus de 20 articles en lignes ont été publiés (quotidiens, TV, radios et médias en ligne régionaux, sites web des Préfectures, des municipalités et des écoles, médias nationaux).

La mobilisation est particulièrement importante dans les écoles, lycées et collèges qui reçoivent:

- des outils de communication à destination de la communauté scolaire incluant la présentation du film Tsunarisque à St Barthélémy ;
- Des ressources pédagogiques réunies dans un diaporama (Quand la terre gronde; Prim.net; France TV education; Serious game « Stop disaster »; L'esprit sorcier...);
- la fiche réflexe ;
- la notice du nouvel outil de gestion de crise "Remontée de point de situation" qui se présente sous forme de carte dynamique ARCGIS.

L'un des aspects joué lors de Caribe Wave 2026 (comme cela avait été le cas en 2024 et 2025) était le test du dispositif d'alerte FR-Alert (<https://fr-alert.gouv.fr/>) déclenché par les NTWC. A Saint Barthélémy, les messages ont été diffusés en 2 langues. La chaine descendant de l'alerte des NTWC vers une liste restreinte d'acteurs (municipalités, services d'urgence...) est systématiquement testé par la diffusion massive de mail (300 à 800 par territoire).

Territoires par territoires, les points suivant ont été testés au niveau des NTWC:

NTWC Guadeloupe :

- test de la chaine d'alerte descendante (SMS, mail, appels téléphoniques);
- test des délais de transmission de l'alerte;
- test de la procédure d'alerte du plan ORSEC TSUNAMI;
- contrôle au niveau des communes de l'existence dans les PCS de la procédure d'alerte et d'évacuation et de l'existence d'une sirène.

NTWC Martinique:

- exercice terrain à l'initiative des services et partenaires joueurs;
- déclenchement de FR-ALERT;
- test de l'outil TSUNALOGUE;
- remonté d'informations terrain.

NTWC Saint-Martin-Saint Barthélémy:

- test de la chaîne d'alerte montante et descendante (dont FR-ALERT);
- test sirènes St Barthélemy et Saint-Martin avec succès;
- à St Barthélemy, les sirènes ont été doublées de haut parleurs et de SMS via la plateforme CEDRALIS (outils de la collectivité);
- les relais radio ont été mobilisés (Tropic FM, Radio St Barth, SOS Radio);
- à St Martin, le collège de Quartier D'Orléans a été évacué ;
- un sondage a été publié sur le site de la préfecture afin de recueillir les impressions de la population (niveau sonore des sirènes, réception de FR Alerte, clarté du message et des consignes).

NTWC Zone Antilles :

- test de délocalisation du COZ en secteur non exposé;
- test des moyens de communication de secours;
- activation de la chaîne de remontée de renseignements vers le niveau national;

Enfin, CARIBE WAVE 2026 a été l'occasion pour la France d'expérimenter les procédures de diffusion de l'alerte aux tsunamis dans le domaine maritime via les coordinateurs régionaux de NAVAREA. Pour cela, suite aux échanges organisés par la délégation française SATCAR avec les services de l'Etat concernés (FAA, AEM, CROSS), la division AEM pour la zone Antilles a interrogé le service US chargé de l'émission des messages NAVAREA en zone 4 (le NAVAREA IV/XII Coordinator), notamment pour les alertes tsunamis. Ce correspondant a donné des consignes à ses services pour que le CROSS-AG et le CENTOPS des FAA soient tous les deux destinataires des messages NAVAREA tsunami de CARIBE WAVE 2026. Le test a été concluant : la chaîne est fonctionnelle et ces messages arrivent en zone Antilles. En s'appuyant sur le RETEX de CARIBE WAVE 2026, l'AEM doit désormais reprendre contact avec le NAVAREA IV/XII Coordinator pour finaliser la mise en place de cette procédure puis écrire les SOP associées.

4. **Tsunami Ready** :

Après la création en juillet 2022 du National Tsunami Ready Board (NTRB) pour la France dans la Caraïbe et depuis la reconnaissance de la commune de Deshaies en Guadeloupe en juin 2023, toute première commune des territoires français à obtenir cette distinction (<https://rci.fm/guadeloupe/infos/Environnement/La-ville-de-Deshaies-obtient-le-label-Tsunami-Ready-de-lUNESCO>), plusieurs autres communes en Martinique, Guadeloupe et des Iles du Nord sont intéressées par la démarche. Le dossier de Saint Martin. pourrait aboutir vers juillet 2026. Des actions d'appui avec le NTRB pour la France dans la Caraïbe seront nécessaires: diffusion de la brochure réalisée, mise en place d'actions de sensibilisation et d'accompagnement avec le NTRB. La réalisation d'un flyer TsunamiReady a été proposé afin de vulgariser la démarche et la reconnaissance auprès des collectivités. Un travail est en cours sur la réalisation d'une charte d'engagement à destination des professionnels du tourisme.

• **Autres éléments**

Indiquer tout autre élément que vous jugeriez pertinent par rapport aux thématiques du WG4

• **Perspectives et recommandations :**

- Poursuite d'animations dans les établissements scolaires et événements locaux tout au long de l'année.
- Réflexion à mener sur événements ou supports qui amèneraient le grand public à s'intéresser à ce risque, à se préparer et se rendre aux actions dédiées.
- Mise en place d'une communication plus importante sur les actions organisées via téléphones portables, médias, réseaux sociaux, supports publics...
- Mise en place de SOP Tsunami chez tous les acteurs en cas de tsunami.
- Meilleure intégration des sciences sociales voire cognitives dans les projets.

- Accroissement des actions à mener lors de la journée mondiale de prévention des tsunamis (world tsunami awareness day – WTAD)
- Projet DEAL Martinique en cours : Réalisation d'un magazine YEKRIK : hors-série pour enfants de 6 à 10 ans sur les risques sismiques et tsunami pour distribution dans les écoles

Date : 21 avril 2026

Nom : Valérie Clouard, TNC

Références:

- Arnaud, G.E., Krien, Y., Abadie, S., Zahibo, N., Dudon, B. (2021). How would the potential collapse of the Cumbre Vieja Volcano in La Palma Canary Islands impact the Guadeloupe islands? Insights into the consequences of climate change. *Geosciences* 2021, 11, 56. <https://doi.org/10.3390/geosciences11020056>.
- Bernard, P. Y. Hello, G. Plantier, P. Menard, G. Savaton, S. Bonnieux, M.P. Bouin, A. Nercessian, M. Feuilloy, R. Feron, C. Satriano, S. Deroussi, R. Moretti, A. Sladen, G. De Liege, J.C. Roca, M. Camusat, J. Rivier, B. Gaucher, F. Boudin, T. Kitou, T. Didier, J.B. De Chaballier, and V. Clouard, First installation of an optical ocean bottom seismometer (OBS), cabled offshore Les Saintes, Lesser Antilles, *Seismol.Res. Lett.*, accepted, March 2024.
- Clouard, V., J. Roger, and E. Moizan (2017). Tsunami deposits in Martinique related to the 1755 Lisbon earthquake, *Nat. Hazards Earth Syst. Sci. Discuss.* doi: 10.5194/nhess-2017-238.
- Clouard, V., C. von Hillebrandt-Andrade, C. McCreery, J.J. Soto Cortes, Implementation of tsunami warning procedures in the Caribbean in case of volcano crisis : use of a Volcano Notice for tsUnami Threat (VONUT), *Bull. Volc*, 86:18, <https://doi.org/10.1007/s00445-023-01702-8>, 2024.
- Colon Useche, S., V. Clouard, M. Ioualalen, F. Audemard, T. Monfret; Simulation of Tsunami Inundation for the Island of Martinique to Nearby Large Earthquakes. *Bulletin of the Seismological Society of America*; doi: [10.1785/0120220093](https://doi.org/10.1785/0120220093), 2022.
- Colon, S., M. Ioualalen, V. Clouard, Mapping of the seismic tsunami intensity along the coast of Martinique, Lesser Antilles, *Ocean and Coastal Management*, <https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2023.106674>, 2023.
- Cordrie, L., Feuillet, N., Gailler, A., Biguenet, M., Chaumillon, E., Sabatier, P., A Megathrust earthquake as source of a Pre-Colombian tsunami in Lesser Antilles: Insight from sediment deposits and tsunami modeling, *Earth-Science Reviews*, 228, <https://doi.org/10.1016/j.earscirev.2022.104018>, 2022.
- Fabbri, S.C., P. Sabatier, R. Paris, et al. (2023). Deciphering the sedimentary imprint of tsunamis and storms in the Lesser Antilles (Saint Martin): A 3500-year record in a coastal lagoon, *Marine Geology*, <https://doi.org/10.1016/j.margeo.2024.107284>.
- IOC-UNESCO, 2020. Experts Meeting on Sources of Tsunamis in the Lesser Antilles. Fort-de-France, Martinique (France), 18–20 March 2019. Paris, UNESCO. (Workshop Reports, 291).
- Le Roy S., Lemoine A., Nachbaur A., Legendre Y., Lambert J., Terrier M. (2017) - Détermination de la submersion marine liée aux tsunamis en Martinique. Rapport technique BRGM/RP-66547-FR, 177 p., 105 ill., 7 Ann., <http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-66547-FR.pdf>
- Le Roy S. et Nachbaur A. (2022), Détermination de la submersion marine liée aux tsunamis en Martinique : Zoom sur six sites à enjeux. Rapport final. BRGM/RP-71016-FR, 289 p., 22 ill., 16 ann.
- Paris, R., P. Sabatier, M. Biguenet, A. Bougouin, G. André, and J. Roger (2021). A tsunami deposit at Anse Meunier, Martinique Island: Evidence of the 1755 CE Lisbon tsunami and implication for hazard assessment, *Mar. Geol.* 439, doi: 10.1016/j.margeo.2021.106561.

Poulain P., A. Le Friant, A. Mangeney, S. Viroulet, E. Fernandez-Nieto, M. Castro Diaz, M. Peruzzetto, G. Grandjean, F. Bouchut, R. Pedreros and J-C. Komorowski, Performance and limits of a shallow-water model for landslide-generated tsunamis: from laboratory experiments to simulations of flank collapses at Montagne Pelée (Martinique), *Geophys. J. Int.* (2023) 233, 796–825, doi: 10.1093/gji/ggac482, 2023.